

# Juste Terre!

mensuel n° 198 | mars 2023

# BRÉSIL

La terre, c'est la vie!



CARÊME DE PARTAGE

Édito

Jean-François Lauwens  
chargé de communication



## La terre c'est la vie mais parfois aussi la mort

« *O agro esta com Bolsonaro.* »

« *L'agrobusiness est avec Bolsonaro.* »

Reliquat de la dernière présidentielle, ce panneau publicitaire planté le long d'une autoroute de l'État de Goiás ne fait pas mystère des intentions des grands propriétaires terriens (« fazendeiros »). Ceux-là même qui se sont vendus à la mondialisation en gagnant sur la forêt primaire pour y implanter, à destination de l'Europe notamment, des élevages de bovins ou d'interminables champs épuisés (3 récoltes par an) de soja et empoisonnés à coups de pesticides interdits chez nous.

Une semaine après son intronisation, Lula, vainqueur de toute justesse, a vu la démocratie brésilienne vaciller quand les partisans de Bolsonaro ont pris d'assaut la place des Trois Pouvoirs à Brasilia. En parcourant l'État de Goiás pour aller à la rencontre des communautés partenaires d'Entraide et Fraternité, on ne peut qu'être frappé par l'espoir qu'incarne le nouveau président pour tous et toutes les sans voix du pays, les communautés

indigènes, les paysans et paysannes sans terre, les descendants et descendantes d'esclaves... Les dégâts causés par des décennies d'exploitation de l'Amazonie et du Cerrado sont souvent irréversibles. Déforestation, incendies de forêts, destruction des espèces et des écosystèmes, violations des droits humains, génocide des peuples indigènes, marginalisation de la petite agriculture, pollution des sols, de l'air et de l'eau, réchauffement climatique : tous ces maux trouvent une part de leur explication dans l'expansion délirante de l'*agronegocio* et de l'industrie en général (barrages, usines, mines, carrières...).

La terre, c'est la vie pour ces dizaines de millions de Brésiliens et de Brésiliennes qui vivent en majorité de la petite agriculture familiale. Mais cela peut malheureusement aussi être la mort pour ces petits paysans et petites paysannes, membres de communautés discriminées, qui ont refusé de céder à la toute-puissance de l'industrie et d'aller grossir les favelas des villes. Pour toutes ces raisons, nous avons choisi, en ce Carême 2023, de soutenir leur lutte dans un combat déséquilibré. Avec vous.





# Quand l'agrobusiness met le feu à la terre et à son peuple

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication



Flavio Marcos, responsable du centre de documentation des conflits agraires.

**Avec 20% des victimes à échelle mondiale depuis 10 ans, le Brésil est un des pays les plus dangereux pour les défenseurs et les défenseuses de l'environnement et des droits humains : la plupart des victimes y sont indigènes ou noires. Loin des yeux du monde, moins médiatique que l'Amazonie, le Cerrado est en première ligne de ces conflits fonciers.**

Accaparement des terres, déforestation, détournement de l'eau, arrestations ou assassinats de militantes et de militants, de paysans et de paysannes, esclavage... Flavio Marcos, le responsable du centre de documentation Dom Tomas Balduino (évêque de la théologie de la libération et fondateur de la Commission pastorale de la terre), et son équipe collationnent des tonnes d'articles, de témoignages, de rapports : ici, sont enregistrés 17.000 conflits agraires, 22.000 victimes, 133.000 témoignages, 60.000 documents. « Il y a plutôt

*moins d'assassinats que par le passé », dit Flavio Marcos, avant d'asséner tout de même : « 44 assassinats pour des conflits de terre en 2022, le tiers étant constitué d'indigènes ! »*

Il faut dire que, l'année précédente, la CPT avait recensé 109 décès suite à des conflits ruraux : 90% des victimes étaient des Yanonamis tués par des chercheurs d'or. En ce début 2023, les images de dizaines d'enfants morts de faim ont poussé Lula à accuser Bolsonaro de génocide en raison de son refus d'envoyer une aide

d'urgence à cette tribu amazonienne.

Le cas est extrême et invisible en Europe : il illustre pourtant les délires de l'ère Bolsonaro. L'idéal de ce président acquis aux grandes fortunes héritées de la colonisation était de contraindre la population à se masser dans les mégalopoles et de faire de la campagne et de la forêt un gigantesque champ d'exploitation pour l'industrie. Avec une population vivant à 90% dans les villes alors que le pays est le 7<sup>e</sup> le plus étendu de la planète, il y est presque parvenu : nombre de citoyens ignorent même qu'il existe des habitants ailleurs qu'à Rio ou Sao Paulo. La lutte de ces petits paysans et petites paysannes, de ces communautés indigènes ou sans-terre n'en est que plus vitale.



# Les visages de la lutte des David ruraux contre les Goliath de l'industrie

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication

## Le barrage de la honte

En 2002, Tractebel, alors encore belge avant de passer sous le contrôle du groupe français Engie, a inauguré le barrage de Cana Brava, à Minaçu. Un millier de personnes ont été expulsées : seules 40% d'entre elles ont été indemnisés à hauteur de ... 1000 euros pour voir leur vie engloutie. Depuis 25 ans, les victimes se battent pour obtenir réparation.

*« Tractebel n'a indemnisé que les gens qui avaient un document de propriété légitime. Cela veut dire que toutes les personnes démunies qui faisaient usage de ces terres sans propriétaire pour se nourrir ou gagner leur vie n'ont rien reçu. La plupart n'ont même pas été prévenus : un jour, on est venus nous dire que l'eau montait et que nous devons partir. Nous n'avons plus rien et Engie refuse de discuter avec nous. Nous avons été contraints à aller vivre en ville, sans emploi. Pour nos enfants, le déracinement a été pire : certaines de nos filles sont tombées dans la prostitution et certains de nos fils dans la drogue et la délinquance. »*



**Agenor Costa e Silva**, coordinateur du MAB (Mouvement des personnes touchées par les barrages) à Minaçu

*« C'était particulièrement douloureux d'abandonner comme cela nos racines, surtout pour les plus âgés. Nos 83 familles quilombolas ont laissé leurs ancêtres au cimetière qui a été englouti. C'est cruel. C'est toute notre culture qui a été engloutie par le barrage. »*

**Dita Carvalho Gobinho**, membre quilombola du MAB



## ➤ Marquez-leur votre soutien!

Dans ce numéro, est encartée une lettre de soutien aux membres du collectif des victimes du barrage. Si vous souhaitez leur marquer votre soutien, merci de la signer et de nous la renvoyer!

## Des mines sans scrupules

**L'extraction minière est, avec l'agro-industrie, l'autre fléau du Brésil rural. Les sous-sols étant la propriété de l'État, il est d'autant plus facile de chasser les communautés agricoles de base qu'elles sont en général en attente de papiers officiels attestant de leur droit d'usage ou qu'elles sont constituées de communautés marginalisées.**

*« Nous sommes établis ici depuis 1996, 25 familles qui produisons du riz, des courgettes, du maïs, du manioc, des pastèques en suffisance et de manière biologique. Nous en donnons une partie à l'Église pour les plus pauvres et échangeons avec d'autres communautés. Un jour, une société d'extraction de métaux ou terres rares comme le lithium*

## Un campement entièrement brûlé

En septembre 2022, la mission d'Entraide et Fraternité a assisté à un spectacle ahurissant dans la zone 2 du campement Balduino : la totalité du camp, les habitations comme les plantations, a été détruite en quelques heures. L'origine du feu a été identifiée comme criminelle. Tout le paysage était alors noir. Pourtant, lorsque, en janvier 2023, une nouvelle mission s'est rendue sur place, tout le paysage avait complètement reverdi, la nature faisant preuve d'un esprit de résilience aussi important que celui de la population locale ! De quoi donner encore plus de force à l'antienne des membres de ces communautés : « *Nous résistons en cultivant nos terres !* »

*a dessiné une croix sur notre terrain. Et voilà que nous sommes dans la crainte d'une expulsion parce que nous n'avons pas encore reçu tous nos papiers attestant de nos droits sur ces terres. Nous ne voulons pas partir ni vendre ces terres. »*



**Antonio « Thor » Rezende**, agriculteur de la communauté de Sao Salvador

*« Nos deux communautés quilombolas voisines, Extrema et Levantado, ont appris qu'à respectivement 1,4 km et 3 km à vol d'oiseau de nos villages, la société Colbrax projette d'exploiter une carrière de calcaire. À Levantado, elle sera voisine de la plantation communautaire qui nourrit le village. On a peur de la pollution de l'air et de l'eau, de la poussière. Ici, c'est notre terre. Nous étions là avant ! Nous resterons ici. C'est notre refuge et notre patrimoine après des siècles d'errance. Regardez mon t-shirt : 'Mon territoire, mon mode de vie, ma maison, ma famille n'ont*



*pas de prix.' Nos vies comptent aussi face aux richesses naturelles du sous-sol. »*

**Madalena Sacramento Rocha**, présidente de l'association des quilombolas d'Extrema

## La terre promise des « acampamentos »

**Autour de Formosa, 280 familles sans terre vivent sur les 3 sites de l'« acampamento » (campement d'occupation) Don Tomas Balduino. Comme 150.000 autres personnes dans le pays, elles exploitent des terres promises qu'elles espèrent obtenir par la voie légale. Ce devait être le cas d'un certain nombre de terres privées devant être achetées par l'État jusqu'à ce que ces transactions soient annulées sous Bolsonaro. Transformés en camps retranchés, ces « acampamentos » sont régulièrement l'objet d'agressions des grands propriétaires.**

*« Voici deux mois, le fermier voisin, qui veut récupérer ses terres puisque l'État a renoncé à les lui acheter, a ouvert les grilles de ses champs d'élevage. Ses vaches sont venues détruire une partie des plantations communautaires que nous avons plantées grâce à Entraide et Fraternité. Cela nous a coûté 6.000 euros mais nous n'avons pas répliqué, nous ne sommes même pas allés voir la police. Nous savons que c'est ce qu'il cherche pour pouvoir nous chasser. Depuis 7 ans, nous résistons en plantant, en consommant, en vendant, en distribuant. C'est notre raison d'être : montrer que nous avons notre place ici, en produisant, en subvenant à nos besoins, en distribuant une partie de notre production aux quartiers pauvres. »*

**Fatima Maria de Silva do Nascimento**, travailleuse rurale de la zone 1 du campement Don Tomas Balduino





## « Cultiver notre terre et préserver nos racines, c'est résister »

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication



Antonino Bispo (à droite) et son père Anastacio

**Le Brésil n'est pas un pays pauvre. Pourtant, 33 millions de Brésiliens, soit 15% des 220 millions d'habitants du pays, souffrent de la faim, un niveau d'insécurité alimentaire inédit. Autre cliché : le Brésil est le fruit d'un métissage harmonieux illustré par son football, sa musique et son carnaval. Pourtant, au quotidien, le racisme est bien une réalité profondément ancrée qui confine certaines populations aux périphéries du pays quand, comme certaines communautés indigènes, elles ne sont pas encore toujours exterminées...**

Le 13 mai 1888, le Brésil fut la dernière nation occidentale à abolir l'esclavage. Dans les années 1880, les victimes de la traite étaient de plus en plus nombreuses à s'échapper des plantations de canne à sucre et de café, des exploitations forestières et des mines d'or. Ces évasions massives vont

donner lieu à la création des « quilombos », des « refuges » en langue bantoue. Les quilombolas sont ces descendants, hommes ou femmes, métis ou noirs, d'esclaves qui ont se sont cachés dans des zones reculées, dans des conditions de misère extrême. On estime à 3500 le

nombre de communautés quilombolas dans le pays.

Deux d'entre elles sont séparées de quelques dizaines de mètres seulement sur le territoire de laciara, Extrema et Levantado. Anastacio Bispo Da Silva est le doyen de la communauté : il est né ici en 1936, il a été l'instituteur de la petite école aujourd'hui désaffectée. « Mon père est arrivé de Bahia en 1924, mais j'ignore pourquoi. Nous en sommes la 5<sup>e</sup> génération sur place. » Après un siècle, ce n'est pourtant qu'en avril... 2021 qu'est arrivée la régularisation du statut de la communauté de la part de l'Incra (Institut national de la colonisation et de la réforme agraire) !

Quarante-deux familles, 145 personnes, vivent dans ce bout du monde. Un refuge menacé par la possible création d'une carrière de calcaire à côté de la plantation communautaire. Antonino Bispo, le fils d'Anastacio, déploie une vision synchrétique dans laquelle se mêlent agriculture traditionnelle, religion catholique et coutumes locales : « Je ne connais pas mes ancêtres, mais nous nous transmettons leurs traditions. Nous sommes là parce qu'eux ont un jour payé cette terre. Jamais, nous n'oublierons d'où nous venons et n'abandonnerons la lutte. Cela



Antonino Bispo montre sur la carte la carrière projetée près du village

*recouvre aussi la façon de cultiver la terre, le maïs, le manioc, le riz, le blé, le soja. En cultivant notre terre selon les préceptes agroécologiques, nous faisons de la résistance et nous honorons nos ancêtres et nos racines. Des racines doivent être arrosées souvent pour donner de nouveaux fruits. Si nous n'avons plus d'enfants, c'en sera fini : c'est donc aussi une sorte de résistance. »*

### La lutte des sans-terre pour en avoir une

Depuis la Constitution de 1988, et la réforme agraire, une propriété agricole doit répondre à une obligation de « fonction sociale ». Celle-ci se caractérise par la productivité qui y est réalisée, le respect de l'environnement et l'absence de travail illégal. À défaut, la terre peut être expropriée, ce qui ouvre des conflits longs avec les

grands propriétaires. C'est dans ce contexte qu'intervient le MST (Mouvement des travailleurs sans-terre) pour procéder à des occupations de terrains inexploités, les fameux « acampamentos ». Ces campements ne doivent pas être interprétés comme des violations de la loi mais comme une façon de mettre la pression sur l'État afin qu'il respecte sa Constitution.

Ainsi, à Formosa, les trois zones du campement Dom Balduino devaient être rachetées par l'État à un riche propriétaire mais la transaction a été annulée : les membres de la communauté sont sur place mais les propriétaires recourent à la violence et à l'intimidation. A Santa Helena, le campement est installé sur les terres d'une usine en faillite qui doit 100 millions de reais (18 millions €) à l'État mais ne veut pas céder. Sur base d'une loi adoptée pour « protéger » la Coupe du monde

de football 2014 du terrorisme, trois activistes ont été en prison. Une première dans le processus de criminalisation des militants et militantes de la terre !

Pas étonnant dès lors que les « acampamentos » ressemblent à des forteresses assiégées. Ce qui n'empêche pas, comme à Santa Helena, les avions d'épandage arrosant les champs de soja voisins de diffuser des pesticides qui polluent les eaux et les terres cultivées biologiquement par ces communautés ! Pour ces communautés paysannes sans terre, il s'agit, comme pour les quilombolas, d'une lutte pour la dignité : depuis des décennies, ces gens sont vus comme des moins que rien, des vagabonds voleurs et voleuses de terre alors que, comme ils et elles le disent, « nous ne voulons pas prendre de terre mais juste faire appliquer la loi qui attribue ces terres à ceux et celles qui n'en ont pas. »





## Pour les femmes, l'égalité passe par la culture et l'éducation

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication



Ana Maria a fait de l'alphabétisation une priorité pour son campement.

**« Les femmes n'avaient pas assez de place dans le monde rural », regrette Rosangela Gouveia de Lima, agente pastorale de la CPT-Goiás. « Le travail de la CPT vise à leur permettre d'avoir plus de revenus, de pouvoir, de rôle dans la société, de prendre leur place tout simplement. » Une loi de Lula y contribue, qui confie aux femmes et non aux hommes les documents attestant de la possession ou du droit d'usage d'une terre agricole. Mais l'émancipation passe aussi par l'éducation, la culture.**

Maria Moreira, responsable du MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre), l'explique (lire page 11) : la place des femmes est de plus en plus importante dans les communautés locales. Fatima Maria Silva Nascimento, travailleuse rurale des « acampamentos » Balduino,

détaille : « On a beaucoup travaillé la question des féminicides, de la violence conjugale, le fait que, parfois, l'homme quitte le ménage en laissant la femme avec les enfants. Si les femmes ne sont pas autonomes, elles sont alors démunies. Avant, les femmes produisaient peu, elles restaient à

la maison tandis que les hommes allaient travailler la terre. Nous avons changé cela. Les femmes sont donc en meilleure position dans la communauté. »

Mais, au-delà de la question des revenus et du pouvoir dans les communautés rurales, pour nombre de femmes, l'égalité passe par le travail d'éducation et de culture au sein de celles-ci. Par exemple, Madalena Sacramento Rocha, présidente et fondatrice de l'association des quilombolas d'Extrema, a conquis son autonomie par les diplômes, ce qui n'est le cas d'aucun de ses... 9 frères : professeure et chercheuse, porteuse d'une licence en art,

d'un master en performance culturelle, actuellement en doctorat, elle n'en continue pas moins à vivre dans sa petite communauté de maisons construites à même la terre battue.

Pour elle, la cause des femmes passe par les traditions. « *Les femmes avaient un rôle de 'sages', soignant les membres de la communauté de manière traditionnelle, s'occupant des fêtes, de la nourriture, de la transmission des traditions, des chants, des danses. Jadis, les femmes dansaient toute la nuit lors des fêtes religieuses. Aujourd'hui, on danse par résistance, pour montrer que nous avons une place à part entière sur ce territoire et que les traditions doivent continuer. Avant, quand une femme noire dansait, il y avait des propos déplaisants, on la traitait de sorcière. Aujourd'hui, on voit cela comme de la culture : la façon de regarder les femmes a changé. On a lutté pour faire évoluer ce regard qui disait que la femme devait s'occuper de la maison, servir les hommes, soigner la famille.* »

Dans la zone 3 du campement Balduino, la plus reculée, Ana Maria Jesus, coordinatrice éducation, a fait de l'alphabétisation une priorité. « *Beaucoup d'adultes ne savaient ni lire ni écrire. Notre but était que, lorsqu'elle recevrait les documents officiels liés à sa terre, chaque personne soit capable d'apposer elle-même sa signature au bas des papiers. Nous y sommes parvenus. La socialisation reste un problème : l'éducation concerne autant les enfants que les adultes, elle*

*commence à la maison. Nous formons donc parents comme enfants. De la sorte, nous opérons la transmission de la lutte. C'est une forme de résistance pour nous, comme le fait de produire nos aliments, de les vendre en ville ou de les offrir aux plus pauvres.*»

Retour chez les quilombolas où la poupée Catarina est devenue le symbole de toutes ces luttes pour l'égalité : « *Nous sommes un groupe de 14 femmes, qui créons nos propres revenus en fabriquant ces poupées noires qui racontent notre histoire en rendant hommage à la matriarche*

*de notre communauté, Catarina* », dit Madalena Sacramento. « *Nous les vendons sur internet mais nous les utilisons aussi à l'école. Les élèves – et les profs ! – noirs sont victimes du racisme des 'moins noirs', les métis. Nous présentons aux enfants une poupée blanche et une poupée noire. Quand on leur demande qui est la méchante poupée, la vilaine poupée, les petites filles noires répondent en montrant paradoxalement... la poupée noire ! C'est un objet politique pour, d'une part, déconstruire le machisme et le racisme, et, d'autre part, se construire une identité noire basée sur l'estime de soi.* »



Avec ses poupées, Madalena poursuit le même but qu'Ana Maria avec l'alphabétisation : mettre l'éducation au service de l'émancipation.



# « L'agriculture familiale fait vivre le Brésil mais n'a que 25% de ses terres »

⊕ *Jean-François Lauwens, chargé de communication*

**Durant un mois, trois partenaires brésiliens d'Entraide et Fraternité vont sillonner Bruxelles et la Wallonie pour témoigner de leur lutte dans le Brésil de 2023 : il s'agit de Saulo Ferreira Reis (Commission pastorale de la terre de l'État de Goiás), Maria Moreiera (Mouvement des travailleurs sans-terre) et Barbara Dias (Agro é fogo). Saulo Reis est coordinateur de la CPT-Goiás. Philosophe et sociologue, il a été conseiller politique de parlementaires et de ministres du Parti des travailleurs de Lula.**

## Qu'est-ce que la CPT ?

« La Commission pastorale de la terre a été créée en 1975 par la Conférence nationale des évêques, et tout spécialement, parmi eux, deux chantres de la théologie de la libération, Dom Tomas Balduino et Dom Pedro Casadaliga. La CPT a pour but d'apporter un soutien aux paysans et paysannes en situations de conflits. Nous défendons le droit des petits et petites propriétaires ou de ceux et

celles qui ont juste le droit d'usage d'une parcelle à rester sur cette terre ou à l'acquérir. La CPT travaille aussi pour soutenir tout le processus de résistance des communautés victimes de violences et soutenir les initiatives en faveur de la création du travail familial, de la production sans pesticides, de l'émancipation des femmes, de la commercialisation des produits... »

## Quel est le rapport de force entre agriculture familiale et agrobusiness ?

« Il est paradoxal. 70% de l'alimentation consommée quotidiennement au Brésil sont produits par l'agriculture familiale paysanne. Cependant, si la petite agriculture représente 77% des exploitations agricoles du pays, cette agriculture familiale occupe à peine 23% des terres ! Au contraire, les grands propriétaires liés à l'agrobusiness représentent 25% des propriétaires mais possèdent 75% des terres. »

## L'élection de Lula est porteuse d'espoirs pour ces gens mais quelle marge de manœuvre a-t-il vu le contrôle de l'agrobusiness ?

« Bolsonaro avait été élu avec la promesse de ne pas céder un centimètre de terre aux indigènes, aux quilombolas, aux sans terre, tout en permettant le développement des milices et du port d'armes dans les zones rurales. Il s'est appuyé sur tous les obscurantismes, évangélistes ou ultra-conservateurs catholiques. Dès lors, le retour de Lula était évidemment vu comme un espoir pour toute cette population. Mais la situation est très différente de celle de 2002 : le Congrès est fragmenté et Lula n'a pas une large majorité. Le nombre de députés conservateurs n'a cessé d'augmenter et le parti de Bolsonaro est le plus important sans avoir la majorité. Le gouvernement sera contraint de faire des concessions : on est dans une situation 'moins pire' qu'avant mais pas encore meilleure. Lula a recréé le ministère du Développement agraire et de l'Agriculture familiale, c'est un signe. Le projet de gouvernement présente l'agriculture familiale comme un axe stratégique pour la sécurité alimentaire et la santé, pour la génération de revenus et d'emplois. Mais il n'y aura pas de changements structurels, la société est trop divisée pour y arriver. »



Saulo Reis

© DR



# « Je suis devenue une femme, respectée, autonome, émancipée »

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication

**Maria Moreira est responsable du secteur production du MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre) pour l'État de Goiás et pour les 3 « acampamentos » Dom Balduino de Formosa. Un campement qu'elle a rejoint avec son mari et 340 familles dans le cadre d'un appel de l'État à exploiter ces terres mais l'opération n'a jamais été régularisée. Elle a été menacée de mort et, depuis, vit cachée.**

## Que fait le MST ?

« Nous soutenons les luttes des communautés. Nous voulons conquérir ces terres qui nous ont été attribuées puis reprises par Bolsonaro, non juste pour les posséder mais pour les cultiver. C'est notre raison d'être. Produire, c'est résister puisque nous montrons qu'on peut le faire sans passer par l'agrobusiness et en rendant service à la communauté : on vend nos produits au marché ou on les donne dans les quartiers pauvres. Notre vraie lutte, c'est de parvenir à produire nos moyens de subsistance et d'en générer des revenus. L'égalité des droits est un combat central, au-delà de la lutte pour la terre : la terre est une chose, la cultiver dans le respect, la dignité, en la valorisant, en ayant à manger tous les jours grâce à notre production, c'est cela notre lutte. »

## Peut-on dire que ces campements fonctionnent comme des coopératives ?

« Oui, d'une certaine façon. Nous travaillons à la base. Au sein de

nos structures communautaires, nous répartissons les compétences entre autant de coordinateurs et surtout de coordinatrices : la production, l'éducation, la santé, les infrastructures, le financement, la formation, la direction politique... Jusqu'à janvier, j'étais responsable de la coordination politique : c'est comme cela ici, nous changeons de fonction tous les 2 ans. On a un fond de caisse pour garantir nos besoins, le recours aux avocats par exemple. Nous travaillons avec des avocats qui soutiennent notre cause et l'apport d'Entraide et Fraternité est important au niveau financier. »

## La place des femmes est enfin reconnue dans le monde rural ?

« La majorité de la direction chez nous est composée de femmes. Nous les encourageons à prendre la tête des structures. Mettre les femmes en avant et montrer leur importance, c'est une forme de résistance. En 7 ans, je peux dire que je suis devenue quelqu'un



Maria Moreira.

d'autre au MST, je suis devenue une femme : respectée, autonome, émancipée. Ce travail passe par des formations : on apprend aux femmes à ne pas accepter les agressions. On leur explique que la violence, conjugale par exemple, cela peut être une violence verbale ou psychologique. La plupart d'entre elles ignorent qu'il s'agit d'agressions. On leur fait aussi comprendre l'importance d'avoir leur propre revenu : si elles gagnent de l'argent, elles peuvent acheter ce qu'elles veulent sans demander au mari, c'est de l'autonomisation. Mais ce n'est pas facile car, malgré tout, nombre de femmes ont des réflexes patriarcaux. Ce n'est plus le cas dans nos communautés parce que nous avons fait un boulot énorme avec ces femmes. »



# « Les incendies ont pour but de détruire la forêt et le mode de vie indigène »

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication

**Anthropologue et historienne de formation (elle termine un doctorat sur les Mundurucus, peuple indigène amazonien de l'État du Para), Barbara Dias do Nascimento est coordinatrice d'Agro é fogo, une articulation (nouvellement partenaire d'Entraide et Fraternité) de 35 associations réunies par la problématique des conflits ruraux dans le cadre desquels les incendies sont utilisés de manière criminelle.**

## Comment est née cette coalition ?

« Agro é fogo signifie 'L'agrobusiness est le feu'. Nous avons commencé un travail d'inventaire des incendies de plus en plus nombreux au Cerrado et, en août 2019, les choses ont pris

une ampleur plus importante suite au 'Jour du feu' dans l'État du Para, des incendies volontaires provoqués par des agriculteurs, des chercheurs d'or et des accapareurs de terre, qui ont été le point de départ des gigantesques incendies de l'Amazonie. Nous documentons et dénonçons l'usage criminel du feu qui est fait par l'agrobusiness. Entre 2019 et 2021, il y a eu 383 conflits et 92.000 familles ont été touchées dans 286 communautés différentes. Nous produisons des études et interpellons le pouvoir politique pour légiférer. Bolsonaro a interdit la publication des données satellite. Pour lui, s'il n'y avait pas de données, il n'y avait pas de déforestation ! »

## Comment ces feux sont-ils devenus les instruments de l'agrobusiness ?

« Il existe deux types de feu en forêt : les feux traditionnels et les feux 'capitalistes'. Depuis la nuit des temps, les communautés indigènes ont recours au feu traditionnel. C'est un savoir ancestral parfaitement maîtrisé

pour permettre de revivifier la terre et on n'y recourt qu'à certains moments précis de l'année. Ces feux ne sont pas facteurs de dévastations ni de réchauffement climatique. En revanche, ce que l'on appelle les 'feux capitalistes' ne sont pas naturels, ils se produisent toute l'année et servent à dévaster les forêts au profit de l'agrobusiness. Le problème n'est pas le feu mais l'usage qu'on en fait ! »

## Quel est l'objectif des « fazendeiros » (grands propriétaires) ou des « grileiros » (accapareurs de terre, souvent à des fins d'extraction) qui agissent de la sorte ?

« Il y a bien sûr le renouvellement de la terre. Mais, surtout, ces feux visent à chasser les gens, les familles, les tribus indigènes : leurs habitations et leurs plantations sont détruites. L'autre objectif est de déforester et remplacer la forêt par des élevages de bétail ou des champs de soja. C'est volontaire puisque les départs de feux sont enregistrés aux confins d'une grande propriété et que les feux coïncident avec les conflits fonciers. Cela commence par la déforestation, cela se poursuit par l'accaparement des terres et cela se termine par un véritable ethnocide avec la destruction de modes de vie indigènes voire de tribus locales. »



Barbara Dias

© DR



# Le traité avec le Mercosur, perdant pour tout le monde

⊕ *Jean-François Lauwens, chargé de communication*

**La dynamique du traité entre l'Union européenne et le Mercosur (ou Mercosul au Brésil ; composé du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay et Paraguay) est relancée avec la sortie de Bolsonaro. Souvent présenté comme un accord « bœufs contre voitures », cet accord de libre-échange est bien plus que cela : l'environnement, la santé, les droits humains locaux, la survie de la petite agriculture familiale brésilienne et celle de l'agriculture belge sont menacés.**

Le 28 juin 2019, après 20 ans de discussions, l'Union européenne a conclu un accord politique avec les pays du Mercosur en vue d'un traité commercial. À ce stade, le traité doit recevoir l'aval de tous les États-membres. Mis entre parenthèses durant les années Bolsonaro, l'accord devrait être relancé avec le retour au pouvoir de Lula mais on ignore encore selon quelles modalités. L'UE est le deuxième partenaire commercial du Brésil, qui est le deuxième exportateur agricole vers l'UE. Mais le traité Mercosur est néfaste pour à peu près tout le monde, sauf les multinationales.

**Environnement.** Le Brésil exporte vers l'Europe du soja, du maïs, de la viande, du sucre, de l'éthanol, du minerai de fer, du riz, du café. Ces produits sont parmi les principaux facteurs d'émissions de gaz à effet de serre et de déforestation puisque, pour satisfaire ce marché ainsi que la Chine et le Moyen-Orient,

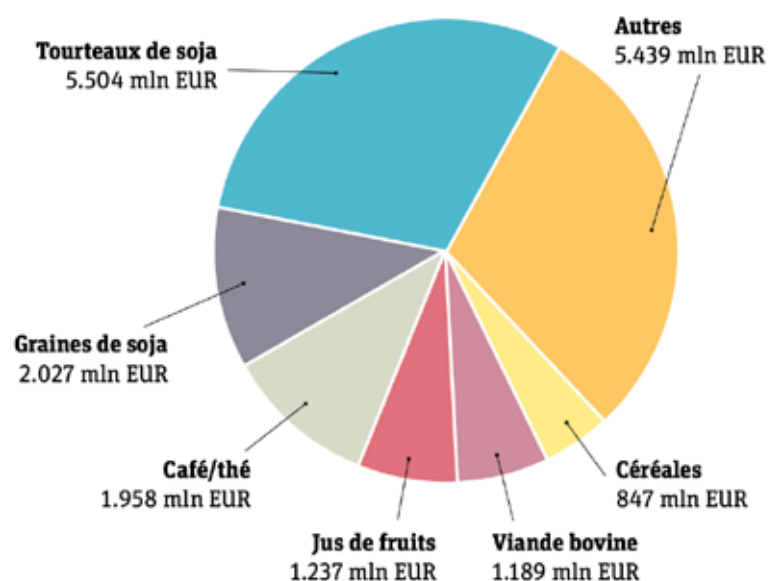
l'*agronegocio* brésilien détruit la forêt d'Amazonie et du Cerrado pour produire de la viande (aux hormones) et de soja (aux pesticides). Un commerce de

bœufs par-dessus l'Atlantique est de plus un non-sens climatique.

**Droits sociaux et droits humains.** On l'a compris au fil des pages qui précèdent : les exploitations de l'agro-industrie comptent parmi les principales responsables des conflits fonciers, des violations des droits humains, des assassinats, de la marginalisation de la petite agriculture familiale.

## Importations agricoles vers l'UE en provenance du Mercosur en 2018

Source : Commission européenne 2019



Source : Fritz T. (2020) Accord UE-Mercosur. Risques pour la protection du climat et les droits humains : FR-EU-Mercosur-study.pdf [cidse.org]



**Santé.** Bolsonaro a autorisé plusieurs dizaines de pesticides interdits en Europe. Les gigantesques exploitations brésiliennes sont d'immenses consommatrices d'engrais chimiques et de pesticides dangereux. L'UE produit donc des pesticides interdits ici, qu'elle vend au Brésil et qui reviennent en Europe via les produits agricoles.

En 2018, la Belgique a exporté des biens vers les pays du Mercosur (principalement vers le Brésil) pour 4 milliards € et importé pour 3 milliards €. Les principaux biens importés vers la Belgique sont les préparations de légumes et de fruits, le fer et l'acier, les produits chimiques, les pierres, les métaux précieux et minerais. Ces derniers posent la question de l'accaparement des terres puisque nombre de

communautés rurales sont chassées et nombre de surfaces forestières détruites pour faire place à des mines et à des carrières. Plusieurs entreprises belges sont actives dans ce domaine.

Et nos producteurs ? Eux aussi sont perdants. Leur production est déjà excédentaire et les voilà

exposés à la concurrence d'une viande moins chère, venue du bout du monde et ne respectant pas les mêmes standards d'exigence sanitaire ! Bref, ce n'est pas un accord « gagnant-gagnant », mais un accord « perdant-perdant » !

Pour en savoir plus, lisez notre étude 2023 « L'agro-industrie met le feu au Brésil » : <https://entraide.be/publication/lagro-industrie-met-le-feu-au-bresil/>

### Une loi européenne anti-déforestation

Est-ce le début d'un virage positif ? Le Parlement européen vient, dans les derniers jours de 2022, de trouver un accord pour introduire une nouvelle loi qui obligera les entreprises à publier une déclaration selon laquelle leurs marchandises vendues dans l'UE n'ont pas contribué à la déforestation ou à la dégradation des forêts où que ce soit dans le monde après 2020. Sans cette déclaration, les entreprises ne seront pas autorisées à vendre leurs produits dans l'UE. Sont concernés : le bétail, le cacao, le café, l'huile de palme et le bois ainsi que leurs dérivés (cuir, chocolat, meubles). À l'heure actuelle, seulement 13% du soja importé en Europe ne sont pas issus de la déforestation.





# Des nouvelles de nos partenaires de Madagascar

⊕ *Quentin Minsier, chargé de communication*



La campagne de Carême 2022 a mis à l'honneur Madagascar et la lutte essentielle des partenaires d'Entraide et Fraternité pour assurer la souveraineté alimentaire et améliorer les conditions de vie de quelques 3.500 familles paysannes. Un an après, retour sur les avancées du nouveau programme 2022-2026 intitulé APTES « Agroécologie, pilier de la transition écologie et sociale ».

Les quatre partenaires malgaches d'Entraide et Fraternité (Caritas Antsirabe, Centre Saint-Benoît, CPM Vakinankaratra et le BIMTT) sont déjà parvenus à réduire la période de soudure de 2.000 familles paysannes de 10 à 8 semaines. Cette période, juste avant les premières

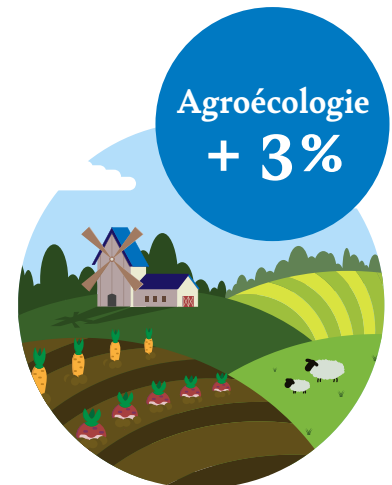
récoltes et où le grain de la récolte précédente est épuisé, constitue un élément clé de l'action des partenaires contre la faim.

Une véritable victoire dans un contexte pourtant difficile avec le passage de plusieurs cyclones dans les régions

d'intervention (Vakinankaratra et Analanjirofo) ainsi que l'augmentation des prix du carburant et des intrants agricoles suite à la guerre en Ukraine.

## L'agroécologie gagne du terrain

Le taux des terres cultivées de manière totalement agroécologique dans les zones d'intervention a grimpé de **9 % à 12 %**



Face à l'explosion des prix, les paysans ont délaissé les pesticides chimiques et renforcé **la fabrication de fumier organique** (ex : lombricompost)





## La commercialisation des produits se renforce

**5 contrats de vente de grande ampleur** ont été signés par les organisations paysannes qui cultivent la pomme, le blé, le manioc, le haricot noir et des fèves



5  
contrats

Un pont et une passerelle ont été construits pour **désenclaver les communautés** et faciliter la vente de leurs produits agricoles



## La lutte pour les droits s'intensifie

2 comités de plaidoyer au niveau régional et 21 comités de plaidoyer au niveau local ont été mis en place afin de **défendre les droits** des paysans

*« L'appui du comité de plaidoyer nous a permis de défendre notre terre, d'éviter plusieurs arnaques et intimidations provenant de ceux qui veulent tirer profit de notre situation de faiblesse »*

**Une paysanne à Antsoantany**



ENTRAIDE &  
FRATERNITE  
ACTION  
VIVRE ENSEMBLE

**Juste Terre!** mensuel  
de l'ASBL Entraide et Fraternité et  
de l'ASBL Action Vivre Ensemble  
(ne paraît pas en juillet et en août)

### Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32  
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80  
info@entraide.be  
info@vivre-ensemble.be  
www.entraide.be  
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

### Conception - coordination

C. Houssiau, J.-F. Lauwens,  
V. Martin, Q. Minsier

### Éditrice responsable

A. Fischer

### Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



### Crédits photos

Entraide et Fraternité  
Action Vivre Ensemble  
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.



MIXTE  
Papier issu de  
sources responsables  
FSC® C012447

Avec le soutien de



Belgique  
partenaire du développement



Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.